

Côte d'Ivoire/Investiture d'Alassane Ouattara, hier La promesse d'une "Côte d'Ivoire nouvelle"

AFP
Abidjan/Côte d'Ivoire

Renforcement du processus de réconciliation et meilleure redistribution des richesses figurent au nombre des priorités du président réélu.

INVESTI solennellement hier pour un nouveau mandat de cinq ans, le président Alassane Ouattara a appelé de ses vœux la construction d'une "Côte d'Ivoire nouvelle", promettant de renforcer le processus de réconciliation, de mieux redistribuer les richesses et de rédiger une nouvelle Constitution. "Vive la République ! Vive la Côte d'Ivoire nouvelle", a-t-il conclu son discours d'investiture, après avoir promis de changer son pays à la fois au niveau économique et politique. "Je n'ai aucun doute qu'ensemble nous allons réussir", a-t-il estimé lors de la cérémonie au Palais présidentiel d'Abidjan à laquelle assistaient six candidats à l'élection dont Pascal Affi N'Guessan. Le représentant du Front Populaire

Ivoirien (FPI), le parti créé par l'ancien adversaire de Ouattara, et ex-président Laurent Gbagbo, a récolté 9,29% des voix alors que l'aile dure du parti avait prôné le boycott du scrutin. Une présidentielle apaisée et crédible dans ce pays, premier producteur mondial de cacao et poids lourd économique d'Afrique de l'Ouest, était jugée fondamentale pour tourner définitivement la page des violences meurtrières qui avaient suivi la victoire en 2010 de Ouattara sur Gbagbo. **L'OPPOSITION ATTEND DE VOIR.** L'action économique a été sans doute la base du triomphe électoral d'ADO (Alassane Dramane Ouattara), réélu dès le premier tour avec 83,66% des voix. Il a d'ailleurs promis de continuer à "travailler à l'amélioration de vos conditions de vie (...), à procéder à la transformation de notre économie en mettant en œuvre des réformes visant à assurer un meilleur partage des fruits de la croissance". "L'industrialisation que nous allons promouvoir aura pour socle la transformation des produits agri-



Photo : AFP

Alassane Ouattara lors de son discours d'investiture hier : "Je n'ai aucun doute qu'ensemble nous allons réussir."

coles pour générer des emplois", a expliqué l'ancien haut-dirigeant du Fonds monétaire international (FMI), qui a écarté devant la presse l'idée d'un changement de gouvernement. Après une décennie de crise politico-militaire qui a miné l'économie, la Côte d'Ivoire connaît une croissance moyenne de 9% par ans depuis 2011, selon les chiffres officiels. Mais le chômage, dont il n'existe pas de statistiques fiables, reste très fort de l'aveu même du président qui

veut que "les jeunes" et les "femmes" soient une priorité. ADO a ainsi promis des fonds "afin de permettre à un plus grand nombre de femmes de sortir de la précarité". Mais, c'est sur le plan politique que Ouattara a le plus de travail, afin de réconcilier son pays alors qu'une partie de l'opposition a appelé au boycott de la présidentielle. "Nous devons renforcer notre processus de réconciliation", a-t-il dit, promettant aussi une nouvelle Constitution "qui doit garantir l'égalité de tous, la cohésion nationale et la stabilité de nos institutions". "Les modifications que nous comptons apporter vont tenir compte de notre histoire, notre culture et des valeurs que nous voulons promouvoir pour la Côte d'Ivoire nouvelle", a-t-il souligné dans une claire allusion à "l'Ivoirité", l'un des facteurs ayant conduit le pays à une décennie de troubles qui s'était conclue par la mort de 3 000 personnes pendant les cinq mois de violences ayant suivi la présidentielle de 2010. Présent à la cérémonie,

Pascal Affi N'Guessan affichait une moue sceptique : "On jugera sur pièces. Jusque-là les résultats ont été en deçà des attentes". "La question de la réconciliation est une question vitale : il faut que tous les prisonniers politiques soient libérés, que tous les frères en exil puissent rentrer (...) que le jeu démocratique soit sincère", a-t-il notamment déclaré à l'AFP. **FÉLICITATIONS.** ADO a reçu les félicitations des présidents sénégalais Macky Sall, président en exercice de la Communauté économique des États d'Afrique de l'Ouest (Cédéao), et béninois Thomas Boni Yayi, président en exercice de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA), venus assister à son investiture. M. Sall a estimé que l'élection ivoirienne, dans la paix et la transparence, était "une récompense pour la démocratie africaine" en général. M. Boni Yayi l'a qualifiée de "belle leçon à l'humanité" et plaisanté sur la bonne santé économique et politique du pays en lançant « La Côte d'Ivoire "is back" ».

L'Afrique en bref

• **Afrique du Sud/Procès.** Le plaidoyer des avocats de Pistorius



La défense d'Oscar Pistorius a tenté hier, lors d'un procès en appel, de convaincre des juges très pugnaces de ne pas renvoyer en prison le champion paralympique sud-africain, qui a abattu chez lui sa petite amie en février 2013.

• **Centrafrique/Violences.** L'appel de Samba Panza La présidente de transition centrafricaine Catherine Samba Panza a appelé lundi les forces militaires internationales à "une action vigoureuse" face aux violences entre musulmans et miliciens chrétiens qui ont fait plusieurs dizaines de morts depuis fin septembre à Bangui.

• **Libye/Enlèvement.** Le ministre du Plan kidnappé Le ministre du Plan des autorités installées dans la capitale libyenne, Mohamad al-Gaddar, a été enlevé par un groupe armé, a dénoncé hier une commission du Parlement non reconnu basé à Tripoli, qui accuse aussi ce groupe "rattaché au ministère de l'Intérieur" d'avoir attaqué la présidence du gouvernement.

• **Mozambique/Violences.** Plusieurs morts dans des affrontements avec la Renamo Des affrontements entre les forces gouvernementales et celles du principal parti d'opposition au Mozambique, la Renamo, ont fait plusieurs morts depuis la semaine dernière dans le centre du pays, a affirmé hier la police, en démentant les chiffres circulant sur les réseaux sociaux et dans certains journaux qui évoquaient plus de deux cents morts.

A travers le monde

• **Russie/Crash.** Les boîtes noires de l'avion en cours d'analyse Les enquêteurs ont commencé hier à analyser le contenu des boîtes noires de l'Airbus russe pour tenter de déterminer si son crash avait été provoqué par un accident ou un attentat, mais le processus risque de prendre du temps.

• **Taiwan-Chine/Diplomatie.** Première rencontre entre présidents taiwanais et chinois Les présidents taiwanais Ma Ying-jeou et chinois Xi Jinping vont se rencontrer samedi à Singapour, une première dans l'histoire de leurs deux pays qui ont opté pour des régimes politiques antagonistes à la fin de la guerre civile en 1949, a annoncé hier Taïwan.

Serbie/Adhésion du Kosovo à l'Unesco La Serbie sollicite le "non" du Gabon

CO
Libreville/Gabon

MADAME Sladjana Prica, ambassadeur de Serbie au Maroc, au Sénégal et en Mauritanie a entretenu hier la presse sur les raisons de sa visite à Libreville. Celle-ci intervient à l'approche de la tenue de la 38e Conférence générale de l'Organisation des Nations-Unies pour l'éducation, la science et la culture (Unesco) prévue à Paris, du 18 au 20 novembre courant. Rendez-vous qui se penchera sur la problématique de la protection du patrimoine mondial, culturel et naturel. C'est pourquoi, au

nom du gouvernement de son pays, la diplomate a indiqué à nos dirigeants que Belgrade sollicite du Gabon l'échec de la requête de la région séparatiste du Kosovo d'adhérer à l'Unesco. Un sujet qui sera parmi ceux à l'ordre du jour de la réunion de l'agence onusienne. Mme Sladjana a informé la presse que la rencontre de Paris devrait se prononcer sur l'adhésion ou non de la République autoproclamée en son sein. Le Gabon, en tant que pays membre du comité exécutif de l'Unesco, devra donner son avis sur cette adhésion qui, selon la diplomate, "ne respecte pas les lois internationales en la matière et la résolution 1244 du conseil de sécurité de



Photo : CO

Mme Sladjana Prica, ambassadeur de Serbie au Maroc, au Sénégal et en Mauritanie.

L'Onu en faveur de la paix et de la stabilité dans la région".

A l'image de la Crimée, péninsule située au sud de l'Ukraine qui revendique son indépendance depuis 2014, le Kosovo s'est auto-proclamé indépendant en 2008, alors que les autorités serbes veulent plutôt une large autonomie de ce territoire au sein de la Serbie, un pays dont la position est aussi soutenue par une partie de la communauté internationale. L'attitude des séparatistes a été jugée menaçante pour la paix et la stabilité dans cette région des Balkans, au point que l'Onu a placé le Kosovo sous son administration le 10 juin 1999 à la suite de violents conflits qui ont opposé les autorités serbes aux séparatistes albanais et à des

bombardements de la Serbie par l'Otan. Mme Sladjana, qui se rendra dans d'autres pays du continent pour les mêmes raisons, estime que si la demande des séparatistes kosovars est acceptée, elle constituerait aussi une menace pour la stabilité et l'intégrité territoriale de certains pays africains, "même du Gabon qui a la particularité d'être un pays multiethnique", a-t-elle dit. Sur le plan culturel, le Kosovo est considéré comme le berceau de la Serbie médiévale où il y a des monuments et monastères moyenâgeux reconnus comme patrimoine mondial de l'Unesco, édifiés entre les 12e et 14e siècles.

Angola/Politique

Nouvelles arrestations de jeunes opposants

AFP
Luanda/Angola

DIX-HUIT jeunes activistes angolais ont été arrêtés samedi à Lobito, capitale de la province de Benguela (côte atlantique), lors d'une manifestation de soutien aux 15 opposants incarcérés depuis juin à Luanda, a-t-on appris hier auprès de leur avocat David Mendes. Parmi les personnes arrêté-

tées figurent Sigilo Suburbano et Avisto Botha, deux rappeurs engagés et connus en Angola. "Le procureur général de la province de Benguela accuse mes clients d'avoir troublé l'ordre public", a affirmé David Mendes, qui n'a pas pu rencontrer les prisonniers car ils n'ont pour le moment "pas le droit de recevoir de visites, ni de leur famille, ni de leurs avocats". Selon M. Mendes, les 18 jeunes hommes devraient être maintenus en déten-

tion au moins jusqu'à leur procès qui pourrait se dérouler jeudi ou vendredi. Sollicitée, la police a refusé de commenter ces arrestations. Environ 60 personnes s'étaient rassemblées dans l'après-midi pour protester contre la détention des 15 prisonniers de Luanda, incluant le rappeur Luaty Beirao, qui a interrompu fin octobre une grève de la faim après 36 jours de jeûne. Les détenus de Luanda sont accusés de rébellion et de

tentative de destitution du président José Eduardo Dos Santos, au pouvoir depuis 1979. Les manifestants, dont la plupart appartiennent au Mouvement révolutionnaire de l'Angola, considèrent les détenus de Luanda comme des prisonniers de conscience ou politiques. Le Mouvement révolutionnaire de l'Angola demande le départ du président depuis 2011, mais également plus de justice et de liberté d'expression.

Selon un manifestant qui a échappé aux forces de l'ordre, ayant requis l'anonymat pour des raisons de sécurité, la police est intervenue avec violence. L'Angola, deuxième producteur de pétrole d'Afrique, subit de plein fouet la crise pétrolière qui aggrave encore les conditions de vie de la population. Plus d'un tiers (36,6%) des Angolais vivent sous le seuil de pauvreté, selon le programme des Nations Unies pour le développement (PNUD).